

## La Coordination Rurale déplore une pénurie d'œufs : face aux crises sanitaires, les éleveurs sont victimes de protocoles sanitaires contraignants liés à une surtransposition des normes européennes.

Depuis plusieurs semaines, les consommateurs constatent une **pénurie d'œufs dans les rayons** de nombreux magasins. Face aux interrogations légitimes que cette situation suscite, la Coordination Rurale tient à **apporter des éléments d'explication afin d'éclairer cette situation**.

Contrairement à certaines idées reçues, **cette pénurie n'est en aucun cas liée à un désengagement des éleveurs**. Les producteurs français poursuivent leur activité avec sérieux et responsabilité. Le manque d'œufs constaté résulte avant tout d'une **baisse de la production nationale**.

Cette situation intervient dans un contexte de forte hausse de la demande. Selon les données du Comité National pour la Promotion de l'Œuf (CNPO), la consommation moyenne est passée à **235 œufs par habitant en 2025**. Dans le même temps, les tensions sur la production se traduisent par des ruptures de stock anormalement élevées en grande distribution : le taux de rupture des références d'œufs atteint en moyenne environ 13 %.

Cette diminution est directement liée aux **importants problèmes sanitaires** rencontrés par la filière. **La Salmonelle et L'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) ont** lourdement impacté les élevages, entraînant des **abattages massifs** et des restrictions de mouvement prolongés pour l'IAHP. Ces crises successives ont mécaniquement réduit la capacité de production nationale, avec des répercussions visibles aujourd'hui dans les points de vente.

La pénurie actuelle s'explique également par des **facteurs structurels et économiques**. **L'arrêt progressif des cages** fragilise l'outil de production et impose des **investissements lourds**. Dans ce contexte, la Coordination Rurale demande **un retour aux cages**, alors que la filière française de l'œuf souffre déjà fortement de la concurrence des importations, notamment en provenance de pays ne respectant pas les mêmes normes de production et de bien-être animal.

De plus, de nombreux éleveurs se heurtent à des **difficultés majeures pour construire ou moderniser leurs bâtiments** : **procédures administratives longues et complexes, multiplication des recours et oppositions de certaines associations environnementales**. Dans le même temps, **le coût des futurs bâtiments ne cesse d'augmenter**, rendant les **projets d'investissement toujours plus difficiles à financer** et retardant durablement **le renouvellement des capacités de production**.

À ces contraintes structurelles s'ajoute une **dégradation préoccupante des conditions économiques des élevages**. **Le prix de l'aliment continue de progresser** et pèse lourdement sur les **charges des exploitations**. **Le coût des poulettes connaît lui aussi une hausse significative**, notamment en raison de la **généralisation de l'ovosexage**. Ces **augmentations successives ne sont pas compensées par une revalorisation des contrats**, ce qui entraîne de **graves problèmes de rentabilité** et fragilise **l'équilibre économique des exploitations**.

La **Coordination Rurale** souhaite également rappeler ses **positions et inquiétudes concernant la gestion réglementaire des risques sanitaires**, notamment en matière de **salmonelle**. La France impose aux éleveurs **des règles plus strictes que celles prévues par la réglementation européenne**, en particulier à travers **les analyses environnementales**. Ces analyses, réalisées dans l'environnement des élevages peuvent conduire à **des abattages de cheptels entiers**. Elles placent les éleveurs dans des situations humaines, techniques et économiques extrêmement difficiles. Ces contraintes sanitaires et réglementaires retardent durablement la remise en place des élevages et le redémarrage de la production. C'est pour dénoncer ces protocoles excessivement contraignants, que **la Coordination Rurale** a mené une action ce vendredi au siège de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire (ANSES).

La Coordination Rurale appelle donc les pouvoirs publics à :

- **Mettre fin à la surtransposition des normes européennes,**
- **Adapter les mesures sanitaires à la réalité du terrain,**
- **Accompagner concrètement les éleveurs touchés,** afin de garantir la pérennité de la production française.

Les éleveurs ne peuvent être à la fois **les premières victimes des crises sanitaires** et **les responsables désignés des pénuries**. Défendre la souveraineté alimentaire française passe par une **politique sanitaire cohérente et compatible avec le maintien de nos filières agricoles**.

La Coordination Rurale restera pleinement mobilisée pour défendre les producteurs et une production française d'œufs durable.